

WORKING PAPER

6-99



Effets macroéconomiques et budgétaires de l'instauration d'une cotisation sociale généralisée

Macro-economische en budgettaire effecten van de invoering van een algemene sociale bijdrage

Bureau fédéral du Plan

Analyses et prévisions économiques

Avenue des Arts 47-49
B-1000 Bruxelles
Tél.: (02)507.73.11
Fax: (02)507.73.73
E-mail: contact@plan.be
URL: <http://www.plan.be>

Federaal Planbureau

Economische analyses en vooruitzichten

Kunstlaan 47-49
B-1000 Brussel
Tel.: (02)507.73.11
Fax: (02)507.73.73
E-mail: contact@plan.be
URL: <http://www.plan.be>

F. Bossier, M. Englert,
F. Vanhorebeek

Augustus/Août 1999



Table des Matières - Inhoudstafel

I	Introduction	1
	1. Objet de l'analyse	1
	2. Principales conclusions	2
	3. Une expérience de CSG à l'étranger: le cas de la France	3
II	Aperçu des modalités retenues	5
	1. Instauration d'un prélèvement à taux unique sur un large assiette de revenus	5
	2. Affectation du produit net pour les finances publiques à la réduction supplémentaire d'autres prélèvements	7
	3. Synthèse des variantes retenues et effets budgétaires ex ante	8
III	Simulatieresultaten	10



Introduction

1. Objet de l'analyse

L'étude porte sur les effets macroéconomiques et budgétaires d'opérations de re-déploiement de la pression fiscale et parafiscale consistant en l'instauration d'une cotisation sociale généralisée (CSG), qui viendrait remplacer différents prélèvements fiscaux ou parafiscaux existant actuellement. La pression fiscale de la CSG sur l'ensemble des revenus professionnels, immobiliers et de remplacement serait équivalente à celle des prélèvements supprimés; cependant dans la mesure où la CSG serait assise sur une assiette plus large, elle génère un produit net pour les finances publiques. Différentes modalités d'affectation de ce produit sont examinées du point de vue des effets macroéconomiques et budgétaires: allègement du déficit des administrations publiques, élargissement de la tranche exonérée de la CSG, baisse des cotisations patronales de sécurité sociale et diminution du taux normal de TVA.

La deuxième section du présent rapport présente de façon détaillée les modalités d'introduction de la CSG, les prélèvements supprimés et les diverses affectations du produit net qui sont retenues.

La troisième section présente les effets macroéconomiques et budgétaires de la CSG, dans différentes hypothèses d'affectation envisagées.

2. Principales conclusions¹

Comme l'indique le tableau 1, les opérations avec affectation du produit net testées entraînent toutes un faible accroissement du PIB; l'emploi augmente légèrement dans les variantes 2 et 3, plus sensiblement dans les variantes 4 et 5. La capacité de financement de l'État s'améliore dans chaque variante.

TABLEAU 1 - Synthèse des effets macroéconomiques à moyen terme (2004) du remplacement de certains prélèvements obligatoires par une CSG à taux unique

	Affectation du "produit net"	PIB en volume (niveau, en pour-cent)	Emploi (milliers)	Déflateur consommation privée (niveau en pour-cent)	Capacité de financement de l'Etat (milliards FB)
Variante 1	-	-0,06	-1,4	+0,0	+36,9
Variante 2	Hausse de l'exonération à la CSG	+0,13	+3,3	+0,1	+4,6
Variante 3	Diminution des cotisations personnelles	+0,05	+1,3	+0,1	+17,9
Variante 4	Diminution des cotisations patronales	+0,12	+14,0	-0,2	+15,0
Variante 5	Diminution du taux normal de TVA	+0,04	+8,6	-0,7	+16,3

Ces résultats s'expliquent par les effets macroéconomiques et budgétaires différenciés des modifications apportées aux différentes catégories de prélèvements obligatoires. Toutes les opérations de redéploiement envisagées réduisent la pression fiscale et parafiscale globale soit sur les revenus des ménages, soit sur le coût du facteur travail; la compensation est supportée par les revenus des sociétés.

Les études réalisées à cet égard par le Bureau fédéral du Plan² indiquent les principaux canaux par lesquels les effets des différents prélèvements se développent: revenu disponible et consommation des ménages (donc formation de capital) en ce qui concerne les prélèvements sur les revenus des ménages; rentabilité (donc formation de capital des entreprises) et compétitivité-prix (donc commerce extérieur) et coûts relatifs des facteurs de production (donc emploi) en ce qui concerne les cotisations patronales; rentabilité en ce qui concerne les prélèvements sur les revenus des sociétés. Dans ce dernier cas, les effets totaux sur le niveau d'activité sont, *ceteris paribus*, globalement plus faibles que dans les deux premiers, ce qui explique le signe du résultat des quatre exercices sur le PIB. Quant à l'impôt indirect sur la consommation, il développe ses effets à la fois sur le revenu disponible réel et via les coûts du facteur travail, du fait de l'indexation des salaires.

Les effets sur l'emploi découlent des effets sur l'activité; ceux-ci sont accrus dans le cas de la réduction de cotisations patronales (variante 4), du fait de la modification des coûts relatifs des facteurs de production; il en résulte une accentuation de l'effet favorable sur les finances publiques.

1. Les résultats détaillés sont présentés à la section III.

2. Voir PP n° 78 : *Effets macroéconomiques de diverses modalités d'accroissement des recettes et de réduction des dépenses des administrations publiques*, septembre 1996.

Les effets sur la croissance de la variante 3 (affectation du produit net à la diminution des cotisations personnelles) sont affaiblis par le caractère plus limité de l'impulsion budgétaire introduite, dans la mesure où la réduction des cotisations personnelles entraîne une hausse de l'IPP. De plus, contrairement à la variante impliquant une baisse des cotisations patronales, la variante 3 ne permet pas de gonfler les exportations (celles-ci sont, au contraire, légèrement réduites). L'impulsion sur le PIB résulte donc uniquement de la hausse de la demande intérieure.

De même, la variante avec réduction du taux normal de la TVA n'entraîne qu'une hausse limitée du PIB, étant donné des effets positifs concentrés sur la consommation privée, mais très faibles sur les exportations.

Enfin, on note un léger ralentissement de l'inflation dans la variante de diminution de cotisations patronales, et une très faible hausse dans les variantes 3 et 4. La baisse des prix est, logiquement, nettement plus prononcée dans le cas de la variante impliquant une baisse de la TVA.

Bien entendu, ces résultats doivent être interprétés avec la prudence d'usage. Dans un modèle économétrique, les corrélations entre variables macroéconomiques sont évaluées sur base de l'expérience des dernières décennies. Il ne peut tenir compte de ruptures récentes éventuelles dans les comportements des agrégats macroéconomiques.

3. Une expérience de CSG à l'étranger: le cas de la France

C'est en février 1991 que la France introduit une CSG. Destinée à élargir le financement de la sécurité sociale, la CSG porte sur l'ensemble des revenus (du travail, de remplacement, du patrimoine et de placement), est proportionnelle et prélevée à la source. La CSG permet d'alléger, parallèlement à son introduction, les charges qui pèsent sur les revenus du travail pour les transférer sur d'autres types de revenus. Elle contribue donc au rééquilibrage entre fiscalité du travail et fiscalité du capital.

Au départ, le taux de la CSG est bas: il ne dépasse pas 1,1 pour-cent. La CSG rapporte 30 milliards de FF en 1991, 41,3 milliards en 1992 et 58,2 milliards en 1993. Elle est affectée au financement des prestations familiales et remplace une partie des cotisations familiales patronales. En juillet 1993, le gouvernement décide d'augmenter la CSG de 1,3 points (ceux-ci étant déductibles de l'impôt sur le revenu). Les ressources nouvelles ainsi dégagées sont affectées au financement du Fonds de Solidarité Vieillesse qui vient d'être créé. Au total, la CSG rapporte 65 milliards en 1994, 94 milliards en 1995 et 97 milliards en 1996 (dont 44,7 milliards sont affectés au financement du risque famille et 52,7 milliards au Fonds de Solidarité Vieillesse).

Une nouvelle augmentation de la CSG est introduite en 1997: son taux passe ainsi à 3,4 pour-cent. Les ressources nouvelles sont affectées au financement de l'assurance maladie, en contrepartie d'une baisse des cotisations d'assurance maladie des salariés. En 1997, la CSG rapporte 148 milliards.

La politique de basculement des cotisations maladie vers la CSG est encore accentuée en 1998, avec la majoration du taux de la CSG, à 7,5 pour-cent sur les revenus des actifs et à 6,2 pour-cent sur les revenus de remplacement. Simultanément, les taux de cotisation maladie des assurés sont diminués de 4,75 points sur les revenus d'activité et de 2,8 points sur les revenus de remplacement. Actuellement, un point de CSG rapporte près de 50 milliards de FF: en 1998, la CSG a ainsi rapporté 330 milliards de francs (soit l'équivalent de 3,9 pour-cent du PIB), ce qui en fait le premier impôt direct, l'impôt sur le revenu n'ayant rapporté dans le même temps que 290 milliards. Le montant de la CSG pour 1998 correspond à près de 20 pour-cent des recettes de la Sécurité sociale.



Aperçu des modalités retenues

1. Instauration d'un prélèvement à taux unique sur un large assiette de revenus

La mesure testée ici consiste en un prélèvement à taux unique qui s'appuie sur une assiette très large. Pour l'essentiel, les modalités de cette CSG sont semblables à celles retenues dans une étude publiée antérieurement¹. Les revenus suivants sont soumis à la CSG:

- les revenus salariaux bruts;
- le revenu brut de l'activité indépendante, avant déduction des charges professionnelles personnelles;
- les revenus de remplacement bruts et les allocations familiales;
- les revenus mobiliers des ménages actuellement soumis au précompte mobiliers ainsi que les revenus des carnets de dépôt;
- les loyers bruts perçus par les ménages ou, le cas échéant, les revenus cadastraux indexés avant déduction des charges forfaitaires, à l'exception du revenu cadastral de la maison d'habitation;
- divers autres revenus des ménages, essentiellement les rentes alimentaires;
- l'assiette de l'impôt des sociétés majorée des déductions pour investissements, des dividendes immunisés, des pertes antérieures et des amortissements.

L'ensemble des revenus professionnels et de remplacement des ménages fait l'objet d'un abattement à la base de 400.000 francs indexé sur la croissance nominale de ces revenus; la CSG n'est pas déductible, ni à l'impôt des personnes physiques ni à l'impôt des sociétés.

Le tableau 2 donne une évaluation de l'assiette de la CSG *ex ante*. Cette évaluation se fonde notamment sur des données fournies par le Ministère des Finances.

1. Valenduc C., *La Cotisation Sociale Généralisée: un Instrument pour la Consolidation du Financement alternatif de la Sécurité sociale*, Ministère des Finances, Publications de l'Institut belge de Finances Publiques, Bulletin de Documentation, Bruxelles, 56^{ème} année, n° 4, juillet-août 1996.

TABLEAU 2 - Assiette de la CSG
(*ex ante*, pour-cent du PIB)

	2000	2004
Revenus professionnels et de remplacement (après abattements)	28,3	28,3
Revenu immobiliers et divers des ménages	1,5	1,5
Revenus mobiliers des ménages	4,4	4,0
Revenu des sociétés	15,9	15,9
Assiette totale de la CSG	50,2	49,7

Source : Calculs propres et Ministère des Finances, Service d'Etudes et de Documentation.

L'instauration de la CSG s'accompagne de la suppression de certains autres prélèvements: la contribution complémentaire de crise à l'impôt des personnes physiques et à l'impôt des sociétés, la cotisation spéciale de sécurité sociale, la retenue de solidarité sur les pensions, la majoration de cotisation sociale des indépendants.

Le taux unique de CSG est fixé à 2,18 pour-cent. Ce taux assure l'égalité, pour l'année 2000 et *ex ante*¹, entre le produit de la CSG sur les revenus des ménages hors revenus mobiliers et le montant des prélèvements supprimés. Le rendement net de la mesure, en 2000 et *ex ante*, s'établit ainsi à 33 milliards de francs: 9,4 milliards proviennent de l'instauration d'une CSG sur les revenus mobiliers et le reste, soit 23,6 milliards, proviennent de la majoration de l'imposition du revenu des sociétés (à savoir 33,8 milliards de CSG, diminués de 10,1 milliards de contribution complémentaire de crise).

Le tableau suivant donne un détail du produit net de la mesure, *ex ante* pour les années 2000 et 2004.

1. Autrement dit: sur base de l'évolution des assiettes dans la projection de référence, où la CSG n'existe pas mais bien les "prélèvements supprimés".

TABLEAU 3 - CSG et prélèvements supprimés
(*ex ante*^a, milliards de francs)

	2000	2004
CSG (1)	106,3	123,4
- Sur les revenus professionnels et de remplacement	59,9	70,2
- Sur les revenus immobiliers et divers des ménages	3,2	3,8
- Sur les revenus mobiliers des ménages	9,4	10,0
- Total: ménages	72,5	84,0
- Sur les revenus des sociétés	33,8	39,4
Prélèvements supprimés (2)	73,3	90,2
- Contribution complémentaire de crises, IPP	32,3	39,3
- Cotisation spéciale de sécurité sociale	25,7	33,1
- Cotisation solidarité pensions publiques	3,9	4,5
- Cotisations solidarité pensions privées	3,3	3,8
- Majoration de cotisation sociale des indépendants	1,8	2,1
- Retour en IPP ^b	-3,9	-4,4
- Total: ménages	63,1	78,3
- Contribution complémentaire de crise, impôt des sociétés	10,1	11,9
Total (1-2)	33,0	33,2
dont:		
- ménages hors CSG sur les revenus mobiliers	0,0	-4,3
- CSG sur les revenus mobiliers	9,4	10,0
- sociétés	23,6	27,5

a. Sur base de l'évolution des assiettes dans la projection de référence, où la CSG n'existe pas mais bien les "prélèvements supprimés".

b. La suppression de cotisations déductibles, à savoir la cotisation de solidarité sur les pensions et la majoration de la cotisation sociale des indépendants entraînent une hausse des recettes d'IPP qui réduit d'autant la perte de recettes occasionnée par la suppression de certains prélèvements.

2. Affectation du produit net pour les finances publiques à la réduction supplémentaire d'autres prélèvements

Plusieurs scénarios d'affectation du produit net de la CSG sont étudiés:

- accroissement de l'abattement de base de la CSG;
- baisse des cotisations personnelles de sécurité sociale des travailleurs salariés;
- baisse des cotisations patronales de sécurité sociale;
- baisse du taux normal de TVA sur la consommation privée.

3. Synthèse des variantes retenues et effets budgétaires *ex ante*

a. Variantes retenues

Cinq variantes ont été retenues:

- variante 1: introduction d'une CSG, selon les modalités de base décrites ci-dessus, *sans scénario d'affectation* du produit net pour les finances publiques. Le taux de la CSG est fixé à 2,18 pour-cent;
- variante 2: correspond à la variante 1, avec majoration de l'abattement de base;
- variante 3: correspond à la variante 1, avec baisse compensatoire des cotisations personnelles;
- variante 4: correspond à la variante 1, avec baisse compensatoire des cotisations patronales (réduction généralisée)¹.
- variante 5: correspond à la variante 1, avec baisse compensatoire des impôts indirects. Le taux normal de TVA pesant sur la consommation est diminué de 1,6 point, le ramenant à 19,4 pour-cent² (le taux réduit n'est pas modifié).

b. *Ex ante* budgétaire effecten

Tabel 4 geeft een globaal overzicht van de *ex ante* budgétaire impact van de 5 ASB-varianten. Zonder aanwending van de netto-opbrengst van de maatregel (variant 1) verbeteren de overheidsfinanciën *ex ante* met 33 miljard in het aanvangsjaar.

TABLEAU 4 - Globale *ex ante* impact van de varianten op de overheidsfinanciën
(verschillen in miljard t.o.v. de basissimulatie)

Variant	ASB (+)		Geschrapte heffingen ^a (-)		Werknemers-bijdragen (-)		Werkgevers-bijdragen (-)		BTW-ontvangsten (-)		Saldo	
	2000	2004	2000	2004	2000	2004	2000	2004	2000	2004	2000	2004
1	106,3	123,4	73,3	90,2	-	-	-	-	-	-	33,0	33,2
2	73,3	84,7	73,3	90,2	-	-	-	-	-	-	0,0	-5,5
3	106,3	123,4	73,3	90,2	33,0	39,3	-	-	-	-	0,0	-6,1
4	106,3	123,4	73,3	90,2	-	-	33,0	39,3	-	-	0,0	-6,1
5	106,3	123,4	73,3	90,2	-	-	-	-	33,0	37,9	0,0	-4,7

a. Deze zijn identiek in alle varianten (voor details, zie tabel 3).

1. Des modalités plus spécifiques, conditionnelles et/ou ciblées de réductions de cotisations n'ont pas été envisagées dans le cadre de la présente étude
2. Il s'agit d'une hypothèse purement technique, qui ne prend pas en considération l'opportunité d'une baisse du taux de TVA sur les investissements en logements, ou qui ne considère pas d'autres modalités de baisses de TVA sur la consommation tout aussi plausibles (baisse sur les produits et services à forte intensité de main d'oeuvre par exemple). Pour des analyses sur ces différents aspects, voir par exemple: Working Paper n° 2-98: *Economische en budgettaire effecten van een BTW-verlaging op nieuwe particuliere woningen*, avril 1998 et Working Paper n° 6-98: *Effets macro-économiques et budgétaires de l'application du taux de TVA réduit à certains services*, juillet 1998.

In de varianten met aanwending van de netto-opbrengst van de ASB (varianten 2 tot 5) is de mix van maatregelen *ex ante* budgettair neutraal in het aanvangsjaar. Daarna wordt het *ex ante* resultaat, dus vóór geïnduceerde effecten, negatief voor de overheidsfinanciën. De groei van de ASB-ontvangsten is namelijk kleiner dan deze van de geschrapte heffingen (vooral van de bijzondere socialezekerheidsbijdrage, zie tabel 3) of van de gedeerde BTW-inkomsten. In variant 2, die neerkomt op een reductie op de ASB-heffing (verhoogde vrijstelling) impliceert dit een *ex ante* nadeel voor de overheidsfinanciën van 5,5 miljard op middellange termijn. In variant 3 gaat de toewijzing naar een vermindering van de werknemersbijdragen, waarvan de heffingsgrondslag sterker groeit dan deze van de ASB, wat eveneens leidt tot een *ex ante* negatief budgettair resultaat op middellange termijn, vergelijkbaar met deze van variant 2. Variant 4 heeft betrekking op een vermindering van de werkgeversbijdragen. Om de *ex ante* vergelijkbaarheid met de andere varianten te bewaren, werden de verschillende sectorale bijdragevoeten van de werkgevers aangepast, en wel zodanig dat de totale bijdragevermindering jaarlijks overeenstemt met de vermindering van de werknemersbijdragen in variant 3. Ten slotte leidt de vermindering van het gewone BTW-tarief van 21 naar 19,4 procent (variant 5) tot een *ex ante* budgettair verlies van 4,7 miljard.

Met het oog op de interpretatie van de simulatieresultaten in de volgende paragraaf is het niet onbelangrijk om uit te maken wie hoeveel betaalt *ex ante*. In tabel 5 wordt daarom, ter aanvulling van de tabellen 3 en 4, de *ex ante* netto wijziging in de heffingen voor de gezinnen, de vennootschappen en de overheid voorgesteld.

TABLEAU 5 - Netto wijziging *ex ante* van de te betalen heffingen door de gezinnen en de vennootschappen in het aanvangsjaar
(verschillen in miljard t.o.v. de basissimulatie)

Variant	Vennootschappen	Gezinnen		Overheid	
		op financiële inkomsten	op niet-fin. inkomsten en andere ^a	ontvangen heffingen	ontvangen indirecte belastingen
1	23,6	9,4	0,0	33,0	0,0
2	23,6	9,4	-33,0	0,0	0,0
3 ^b	23,6	9,4	-33,0	0,0	0,0
4	-9,4	9,4	0,0	0,0	0,0
5	23,6	9,4	-33,0	33,0	-33,0

a. In variant 5 gaat het om een vermindering van de indirecte belastingen.

b. Er wordt in deze tabel geen rekening gehouden met het mechanisch effect van de vermindering van de werknemersbijdragen op de personenbelasting.



Simulatieresultaten

De economische effecten van variant 1

De niet-toewijzing van de netto-opbrengst van de ASB gaat gepaard met een terugval van de binnenlandse vraag (tabel 6), ten gevolge van een daling van het beschikbaar inkomen van de gezinnen en van de vennootschappen (tabel 7). Zowel de gezinnen als de bedrijven zijn netto-betalers.

De gezinnen verminderen hun privé-consumptie en hun investeringen (resp. -0,06 en -0,04 procent op middellange termijn, telkens in vergelijking met de basissimulatie). Ook de ondernemingsinvesteringen worden getroffen (-0,33 procent op middellange termijn) ten gevolge van de minder gunstige binnenlandse afzetperspectieven en de, wegens de ASB, verminderde rendabiliteit. De maatregel heeft een beperkte negatieve invloed op de buitenlandse afzet. Het licht inflatoire effect verhoogt namelijk de loonkosten per eenheid product en de uitvoerprijzen. De lagere binnenlandse vraag (-0,09 procent op middellange termijn) beperkt daarentegen wel de invoerbehoeften, waardoor het effect op het reële BBP beperkt blijft tot -0,06 procent op middellange termijn. Het saldo van de lopende rekening van de betalingsbalans verhoogt met bijna 6 miljard ten gevolge van de kleinere invoer en de lichte verbetering van de ruilvoet. De werkgelegenheid vermindert op termijn met ruim 1400 eenheden.

TABLEAU 6 - Macro-economische en sectorale effecten van variant 1
(verschil in procent t.o.v. de basissimulatie, tenzij anders aangeduid)

	2000	2004
Vraag en productie		
- Privé-consumptie	-0,10	-0,06
- Investerings	-0,07	-0,24
. Ondernemingen	-0,08	-0,33
. Woningen	-0,04	-0,04
- Totale binnenlandse vraag	-0,08	-0,09
- Uitvoer	0,00	-0,02
- Invoer	-0,04	-0,06
- BBP	-0,05	-0,06
Prijzen en kosten		
- Deflator van de privé-consumptie	0,00	0,04
- Uitvoerprijzen	0,01	0,03
- Ruilvoet	0,01	0,03
- Reëel uurloon per werknemer	0,00	0,00
- Loonkost per eenheid product	0,03	0,06
Werkgelegenheid		
- Werkgelegenheid (verschil x 1000)	-0,97	-1,43
- Productiviteit per hoofd	-0,02	-0,02
Inkomens		
- Reëel beschikbaar gezinsinkomen	-0,14	-0,06
- Gezinsspaarquote (niveauverschil)	-0,04	0,01
- Bruto exploitatie-overschot v.d. ondernemingen	-0,08	0,02
Saldo lopende rekening		
. verschil in miljarden frank	3,19	5,69
. verschil in procent van het BBP	0,03	0,05
Sectorale resultaten		
Toegevoegde waarden		
- Industrie	-0,05	-0,09
-- Verwerkende nijverheid	-0,03	-0,06
-- Bouw	-0,08	-0,19
- Transport en communicatie	-0,03	-0,02
- Andere marktdiensten	-0,06	-0,06
Totaal marktsectoren	-0,05	-0,05
Werkgelegenheid		
- Industrie	-0,02	-0,07
-- Verwerkende nijverheid	-0,01	-0,05
-- Bouw	-0,04	-0,10
- Transport en communicatie	-0,03	-0,04
- Andere marktdiensten	-0,04	-0,04
Totaal marktsectoren	-0,03	-0,04

TABLEAU 7 - Ex post effecten van variant 1 op het beschikbaar inkomen van de agenten
(verschil in procent van het BBP, t.o.v. de basissimulatie)

	2000	2004
Gezinnen	-0,07	-0,02
Vennootschappen	-0,26	-0,31
Overheid	0,33	0,33

De overheidsfinanciën in variant 1

De effecten van de varianten op de overheidsfinanciën worden samengevat in tabel 8. Vanwege de niet-toewijzing is er uiteraard een sterke verbetering van het financieringsvermogen van de gezamenlijke overheid.

Aan de ontvangstenzijde is er vooral de toename op het vlak van de heffingen (directe belastingen en socialezekerheidsbijdragen). De netto-opbrengsten van de ASB *ex post* ligt in de lijn van wat *ex ante* werd vooropgesteld. De indirecte-belastingontvangsten verminderen, ondanks de hogere consumptieprijzen, als gevolg van de gedaalde privé-consumptie.

Aan de uitgavenzijde valt vooral de omgekeerde rentelastendynamiek op, die leidt tot een vermindering van de totale uitgaven. Dit ondanks de toename van de sociale prestaties, een combinatie van de hogere werkloosheid en de hogere prijzen. Ten slotte verhoogt de overheidsconsumptie vanwege de opwaartse prijsaanpassing.

De financieringscapaciteit van de gezamenlijke overheid verbetert sterker dan *ex ante* werd vooropgesteld, ondanks de (beperkt) negatieve macro-economische impact. De oorzaak ligt bij de inkrimping van de rentelasten.

TABLEAU 8 - Effecten van variant 1 op de financiën van de gezamenlijke overheid
(verschillen in miljard t.o.v. de basissimulatie)

	2000	2004
Lopende ontvangsten, waarvan	30,7	31,0
- Directe belastingen en socialezekerheidsbijdragen	31,6	31,3
. gezinnen	8,7	3,2
. ASB	72,5	83,8
. geschrapte heffingen	-63,1	-78,3
. overige	-0,7	-2,3
. vennootschappen	22,9	28,1
. ASB	33,8	39,4
. geschrapte heffingen	-10,1	-11,9
. overige	-0,8	0,6
- Indirecte belastingen	-0,9	-0,3
Lopende uitgaven, waarvan	-0,6	-5,9
- Overheidsconsumptie	0,1	0,6
- Sociale prestaties	0,3	1,3
- Rentelasten	-1,0	-8,0
Saldo van de lopende verrichtingen	31,3	37,0
Saldo van de kapitaalverrichtingen	0,0	-0,1
Financieringsvermogen (+) of -behoefte(-)	31,3	36,9
. p.m. Sociale zekerheid	33,3	43,0
Ex ante budgettaire impact	33,0	33,2

De economische effecten van de varianten 2, 3, 4 en 5

Zoals hierboven omschreven hebben deze vier simulaties variant 1 als vertrekpunt, doch met aanwending van de netto-ASB-opbrengst. De macro-economische en sectorale effecten worden voorgesteld in tabel 9.

In variant 2 doen de gezinnen de beste zaak (zie ook tabel 5). Zij zien hun beschikbaar inkomen sterk toenemen (+0,53 procent op middellange termijn), waardoor de privé-consumptie en de gezinsinvesteringen worden aangezwengeld. Hierdoor kennen de investeringen van de ondernemingen een kleinere terugval dan in variant 1 en liggen de binnenlandse vraag en het reële BBP op middellange termijn resp. 0,28 en 0,13 procent boven het niveau van de basissimulatie. De werkgelegenheid neemt toe met ruim 3300 eenheden.

De bevindingen voor variant 3 zijn analoog met deze van variant 2, doch beperkter in omvang. Het reële BBP ligt op middellange termijn 0,05 procent hoger dan in de basissimulatie. De werkgelegenheid neemt toe met ruim 1300 eenheden.

Variant 4 levert de beste tewerkstellingsresultaten op (bijna 14.000 eenheden) als gevolg van de vermindering van de werkgeversbijdragen, dewelke zorgt voor een substitutie-effect ten voordele van de productiefactor arbeid. De jobcreatie zorgt via de toename van de koopkracht voor een toename van de gezinsbestedingen. De afzetperspectieven verbeteren niet alleen op binnenlands vlak. Ook de uitvoer verhoogt (+0,08 procent) als gevolg van de

competitiviteitsverbetering (kleinere loonkost per eenheid product).¹ De terugval van de ondernemingsinvesteringen blijft hierdoor beperkt tot 0,12 procent op middellange termijn. De lagere productiekosten zorgen eveneens voor een vertraging van de inflatie.

In variant 5 heeft de neerwaartse BTW-aanpassing een rechtstreeks effect op de consumptieprijzen. Op middellange termijn ligt het consumptieprijspeil driekwart procent beneden het niveau van de basissimulatie. Ook de productieprijzen worden gemilderd (zij het minder uitgesproken dan in variant 4, waar dit rechtstreeks gebeurt), hetgeen leidt tot verbeterde buitenlandse afzetmogelijkheden. De maatregel komt uiteraard ook ten goede aan de privéconsumptie (+0,22 procent). Net als bij de andere varianten wordt daarmee het negatieve effect van de hogere fiscaliteit op de ondernemingsinvesteringen afgezwakt, waardoor deze op middellange termijn nog 0,13 procent onder het peil van de basissimulatie liggen. In tegenstelling tot de overige varianten in tabel 9, ligt het niveau van de gezinsinvesteringen op middellange termijn bijna één procent lager, hetgeen kan toegeschreven worden aan de hogere reële rentevoeten (lagere inflatie) en een toename van de relatieve prijs van woningbouw (de consumptieprijzen dalen sterker). De binnenlandse vraag en het reële BBP liggen op middellange termijn resp. 0,07 en 0,04 procent boven het niveau van de basissimulatie. De maatregel leidt tot 8600 extra banen.

Op het vlak van de lopende rekening van de betalingsbalans tonen de vier varianten een vermindering. Bij de varianten 2 en 3 is dit te wijten aan de gestegen invoerbehoefden en de lichte daling van de uitvoer (lichte terugval van de competitiviteit door de opwaartse prijsdruk). Bij de varianten 4 en 5 ligt de oorzaak eveneens bij een verhoogde invoer, maar ook bij de lagere uitvoerprijzen (ruilvoetverslechtering), waardoor het surplus van de lopende rekening daalt ondanks de reële uitvoerprestaties.

1. De economische herneming zorgt op haar beurt ook voor nieuwe arbeidsplaatsen.

TABLEAU 9 - Macro-economische en sectorale effecten van de varianten 2, 3, 4 en 5
(verschil in procent t.o.v. de basissimulatie, tenzij anders aangeduid)

	Variant 2		Variant 3		Variant 4		Variant 5	
	2000	2004	2000	2004	2000	2004	2000	2004
Vraag en productie								
- Privé-consumptie	0,26	0,45	0,12	0,24	-0,01	0,12	0,07	0,22
- Investerings	0,07	-0,07	0,01	-0,14	-0,01	-0,02	0,03	-0,31
. Ondernemingen	0,06	-0,17	0,00	-0,24	-0,01	-0,12	0,03	-0,13
. Woningen	0,10	0,20	0,04	0,10	-0,01	0,27	0,03	-0,96
- Totale binnenlandse vraag	0,19	0,28	0,08	0,12	-0,01	0,07	0,05	0,07
- Uitvoer	0,00	-0,03	0,00	-0,03	0,01	0,08	0,00	0,04
- Invoer	0,10	0,12	0,04	0,04	-0,04	0,03	0,02	0,07
- BBP	0,10	0,13	0,04	0,05	0,04	0,12	0,04	0,04
Prijzen en kosten								
- Deflator van de privé-consumptie	0,02	0,10	0,01	0,07	-0,12	-0,22	-0,45	-0,74
- Uitvoerprijzen	0,01	0,04	0,01	0,04	-0,09	-0,12	-0,03	-0,06
- Ruilvoet	0,01	0,04	0,01	0,04	-0,09	-0,12	-0,03	-0,06
- Reëel uurloon per werknemer	0,01	0,03	0,00	0,02	-0,02	-0,02	0,03	0,03
- Loonkost per eenheid product	-0,02	0,08	0,00	0,07	-0,88	-0,88	-0,36	-0,53
Werkgelegenheid								
- Werkgelegenheid (verschil x 1000)	2,28	3,31	1,00	1,32	6,53	13,96	3,27	8,58
- Productiviteit per hoofd	0,05	0,05	0,02	0,02	-0,17	-0,29	-0,07	-0,22
Inkomens								
- Reëel beschikbaar gezinsinkomen	0,38	0,53	0,17	0,28	-0,02	0,14	0,11	0,24
- Gezinsspaarquote (niveauverschil)	0,10	0,06	0,16	0,15	-0,01	0,01	0,03	0,02
- Bruto exploitatie-overschot v.d. ondernemingen	0,27	0,42	0,13	0,25	0,94	0,55	1,26	0,75
Saldo lopende rekening								
. verschil in miljarden frank	-6,20	-10,24	-2,50	-3,57	-2,71	-6,39	-2,72	-6,72
. verschil in procent van het BBP	-0,07	-0,11	-0,03	-0,04	-0,02	-0,04	-0,01	-0,02
Sectorale resultaten								
Toegevoegde waarden								
- Industrie	0,08	0,03	0,03	-0,02	0,06	0,15	0,05	0,03
-- Verwerkende nijverheid	0,04	-0,01	0,01	-0,03	0,11	0,20	0,07	0,14
-- Bouw	0,12	0,04	0,04	-0,06	-0,01	0,06	0,02	-0,46
- Transport en communicatie	0,08	0,10	0,03	0,05	0,10	0,26	0,06	0,14
- Andere marktdiensten	0,16	0,24	0,07	0,12	0,01	0,10	0,02	0,02
Totaal marktsectoren	0,12	0,15	0,05	0,06	0,04	0,14	0,04	0,04
Werkgelegenheid								
- Industrie	0,05	0,02	0,02	-0,01	0,15	0,39	0,06	0,12
-- Verwerkende nijverheid	0,02	-0,01	0,01	-0,02	0,07	0,36	0,04	0,20
-- Bouw	0,11	0,06	0,05	-0,01	0,38	0,47	0,15	-0,12
- Transport en communicatie	0,06	0,05	0,02	0,01	0,49	0,64	0,19	0,35
- Andere marktdiensten	0,09	0,14	0,04	0,07	0,21	0,43	0,12	0,33
Totaal marktsectoren	0,07	0,10	0,03	0,04	0,21	0,42	0,10	0,26

TABLEAU 10 - Effecten van de varianten 2, 3, 4 en 5 op het beschikbaar inkomen
(verschil in procent van het BBP, t.o.v. de basissimulatie)

	Variant 2		Variant 3		Variant 4		Variant 5	
	2000	2004	2000	2004	2000	2004	2000	2004
Gezinnen	0,19	0,25	0,09	0,14	0,02	0,09	-0,01	0,05
Vennootschappen	-0,23	-0,27	-0,24	-0,28	-0,12	-0,22	-0,05	-0,18
Overheid	0,04	0,01	0,15	0,14	0,10	0,13	0,06	0,14

De overheidsfinanciën in de varianten 2, 3, 4 en 5.

In tegenstelling tot de *ex ante* bevindingen, verbetert het saldo van de gezamenlijke overheid *ex post* vanaf het beginjaar (zie tabel 11).

In variant 2 is de netto-ASB *ex ante* budgettair neutraal (althans in totaal, zie tabel 5). De gezinnen betalen minder dan voorheen, ten koste van de ondernemingen. *Ex post* kennen de heffingen (directe belastingen plus socialezekerheidsbijdragen) een lichte toename. Ook in variant 3 betalen de gezinnen minder heffingen, hetgeen merkbaar is in de post "overige". In tegenstelling tot deze twee simulaties worden de gezinsheffingen in de varianten 4 en 5 niet verminderd. De post "overige" is in variant 5 negatief omwille van het effect van de prijsdaling op de (nominale) socialezekerheidsbijdragen van de werknemers.

In de varianten 2 en 3 stijgen de indirecte fiscale ontvangsten ten gevolge van de verhoogde privé-consumptie en de gestegen prijzen. In variant 4 is er evenwel een negatief prijseffect. Het negatieve prijseffect speelt eveneens in variant 5, waar de netto-ASB aangewend voor een BTW-verlaging. De verminderde woningbouwactiviteit en de daarmee verbonden BTW-opbrengsten versterken nog dit effect. De gedeerde BTW-ontvangsten blijven daardoor *ex post* even groot als *ex ante*.

Aan de uitgavenzijde kent de overheidsconsumptie een toename in de "inflatoire" varianten 2 en 3 en een daling in de varianten 4 en 5. De opwaartse druk op de prijzen verhoogt in de eerste twee varianten eveneens het nominale bedrag aan uitkeringen, ondanks het kleiner aantal werklozen. In de varianten 4 en 5 is er een vermindering omwille van het gedaalde prijspeil én een beduidend kleiner aantal werklozen. De rentelasten verminderen ten gevolge van het verbeterde financieringsvermogen.

TABLEAU 11 - Effecten van de varianten 2, 3, 4 en 5 op de financiën van de gezamenlijke overheid
(verschillen in miljard t.o.v. de basissimulatie)

	Variant 2		Variant 3		Variant 4		Variant 5	
	2000	2004	2000	2004	2000	2004	2000	2004
Lopende ontvangsten, waarvan	5,9	8,1	15,7	18,0	2,7	-1,7	-7,7	-21,0
- Directe belastingen en socialezekerheidsbijdragen	3,2	2,0	14,4	14,5	4,4	-1,2	26,0	17,4
. gezinnen	-22,8	-31,5	-10,3	-16,7	9,6	5,3	3,5	-8,3
. ASB	39,5	45,3	72,5	83,8	72,5	83,8	72,5	83,6
. geschrapte heffingen	-63,1	-78,3	-63,1	-78,3	-63,1	-78,3	-63,1	-78,3
. overige	0,8	1,5	-19,7	-22,2	0,2	-0,2	-5,9	-13,6
. vennootschappen	25,9	33,5	24,7	31,2	-5,2	-6,5	22,5	25,7
. ASB	33,8	39,4	33,8	39,4	33,8	39,2	33,8	39,2
. geschrapte heffingen	-10,1	-11,9	-10,1	-11,9	-10,1	-11,9	-10,1	-11,9
. overige	2,2	6,0	1,0	3,7	-28,9	-33,8	-1,2	-1,6
- Indirecte belastingen	2,6	5,8	1,3	3,3	-1,6	-0,3	-33,5	-37,9
Lopende uitgaven, waarvan	0,1	3,2	0,0	-0,1	-6,0	-16,1	-14,4	-36,7
- Overheidsconsumptie	0,3	1,6	0,2	1,2	-1,6	-3,5	-5,6	-11,1
- Sociale prestaties	-0,1	1,8	0,1	1,6	-3,7	-8,8	-8,9	-20,7
- Rentelasten	-0,1	-0,5	-0,3	-3,1	-0,3	-3,0	-0,7	-4,9
Saldo van de lopende verrichtingen	5,8	4,9	15,7	18,1	8,7	14,4	6,7	15,7
Saldo van de kapitaalverrichtingen	0,0	-0,3	0,0	-0,2	0,4	0,6	0,3	0,6
Financieringsvermogen (+) of -behoefte(-)	5,7	4,6	15,7	17,9	9,1	15,0	7,0	16,3
. p.m. Sociale zekerheid	2,0	0,2	1,1	-2,3	4,0	7,4	27,7	41,2
Ex ante budgettaire impact	0,0	-5,5	0,0	-6,1	0,0	-6,1	0,0	-4,7

